

Audience publique du 6 mars 2013

Recours formé par
Monsieur ..., ...,
contre une décision de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur le revenu

JUGEMENT

Vu la requête, inscrite sous le numéro 29554 du rôle et déposée le 30 novembre 2011 au greffe du tribunal administratif par Monsieur ..., demeurant à L-..., dirigée contre « *la non-réponse du directeur de l'administration des Contributions directes* » suite à sa réclamation introduite en date du 19 février 2008 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif le 27 février 2012 ;

Vu les pièces versées en cause ;

Le juge-rapporteur entendu en son rapport, ainsi que Monsieur ... en ses explications et Madame le délégué du gouvernement Monique ADAMS en ses plaidoiries à l'audience publique du 25 février 2013.

En date du 19 février 2008, Monsieur ... introduisit une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, Section des personnes physiques, Bureau d'imposition Luxembourg 2, à l'encontre « *du décompte du 28 novembre 2007* » ayant trait à sa déclaration pour l'impôt sur le revenu de l'année 2006.

A défaut de réaction lui parvenue de la part du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par « le directeur », Monsieur... a introduit par requête inscrite sous le numéro 29554 du rôle et déposée le 30 novembre 2011 au greffe du tribunal administratif, un recours dirigé contre « *la non-réponse du directeur de l'Administration des contributions directes après le dépôt de [sa] réclamation du [19] février 2008* » et tendant à voir « *annuler les deux refus [de frais] du directeur de l'Administration des contributions directes* ».

La partie étatique, en se basant sur l'article 8, paragraphe 3, point 3, de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, ci-après désignée par « la loi du 7 novembre 1996 », oppose de prime abord au demandeur l'irrecevabilité du recours pour avoir été introduit à l'encontre de « *la non-réponse du directeur de l'Administration des contributions directes après le dépôt de [sa] réclamation du [19] février 2008* » et dans la mesure où il tend à voir « *annuler les deux refus [de frais] du directeur de l'Administration des contributions directes* ».

Aux termes du prédit article 8, paragraphe 3, point 3, lorsqu'une réclamation au sens du § 228 de la loi générale des impôts du 22 mai 1931, appelée « Abgabenordnung », en abrégé « AO », a été introduite et qu'aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la réclamation, le réclamant peut considérer qu'il est en présence d'une décision implicite de rejet de sa réclamation et il peut interjeter recours devant le tribunal administratif contre la décision qui fait l'objet de la réclamation ; dans ce cas le délai de recours de trois mois ne court pas.

Il s'ensuit qu'en cas de silence du directeur suite à une réclamation, le recours est à diriger non pas contre « *la non-réponse du directeur* » suite à l'introduction d'une réclamation, respectivement contre la décision implicite de rejet de la réclamation par le directeur, mais contre la décision qui a fait l'objet de la réclamation, c'est-à-dire contre le bulletin d'impôt attaqué¹, en l'occurrence le bulletin de l'impôt sur le revenu de l'année 2006 émis le 28 novembre 2007.

A cet égard, il y a lieu de rappeler que les contestations relatives aux impôts directs de l'Etat tombant dans le champ de compétence du tribunal administratif sont énumérées à l'article 8 de la loi du 7 novembre 1996, qui, d'après l'agencement de ladite loi, fait en sorte que ne sont pas applicables en matière fiscale les dispositions de l'article 4, paragraphe 1, de la même loi, qui permettent l'introduction d'un recours contentieux contre une décision implicite de rejet supposée être prise par l'administration à laquelle une demande a été adressée, sans qu'une décision administrative expresse soit intervenue dans un délai de trois mois. La non-applicabilité du prédit article 4, paragraphe 1, aux recours en matière fiscale est par ailleurs confortée par les travaux préparatoires de la loi du 7 novembre 1996 suivant lesquels « *par opposition au domaine administratif, le silence de l'administration [des Contributions] n'est pas à considérer comme le rejet de la demande. (...) Il en résulte également que dans ce cas le recours est dirigé, non pas contre une décision implicite de rejet, mais contre la [décision] initiale contre laquelle la réclamation avait été interjetée* »².

C'est dès lors à tort que le demandeur a voulu déférer au tribunal « *la non-réponse du directeur après le dépôt de [sa] réclamation du [19] février 2008* », respectivement les prétendus refus de frais implicites du directeur, pareilles décisions implicites n'existant pas.

Il convient par ailleurs de relever que Monsieur..., confronté à ce moyen d'irrecevabilité soulevé par la partie étatique dans son mémoire en réponse, aurait eu la possibilité de prendre position y relativement, voire même, face à ce moyen, de préciser l'objet de son recours dans un mémoire en réplique, le cas échéant avec l'assistance d'un avocat ou encore, tel que cela est prévu à l'article 2, paragraphe 1^{er}, alinéa 2 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat dans sa version applicable au moment de l'introduction du litige, d'un expert en la matière, ce qu'il n'a toutefois pas fait. A cela s'ajoute que, confronté aux moyens d'irrecevabilité soulevés par la partie étatique, Monsieur... s'est retranché derrière sa qualité de « *simple citoyen* » dont il ne saurait être exigé qu'il soit en mesure de prendre position par rapport à de tels moyens. Or, le demandeur ne saurait invoquer sa qualité de « *simple citoyen* » pour justifier sa non-connaissance des textes légaux régissant la matière dans laquelle il a décidé d'introduire lui-même un recours, ni des règles de procédure applicables devant la juridiction qu'il a saisie.

¹ Trib. adm. 25 novembre 1998, n° 10308 à 10311, Pas. adm. 2012, V° Impôts, n° 719.

² Cf. doc. parl. 3940^{A2}, amendements adoptés par la commission des institutions et de la révision constitutionnelle, p.5, ad (3) 3).

Il s'ensuit que le recours introduit par le demandeur est à déclarer irrecevable.

PAR CES MOTIFS,

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours irrecevable ;

met les frais à charge du demandeur ;

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 6 mars 2013 par :

Marc Sünnen, vice-président,
Andrée Gindt, juge,
Alexandra Castegnaro, juge,

en présence du greffier Michèle Hoffmann.

s. Michèle Hoffmann

s. Marc Sünnen

Reproduction certifiée conforme à l'original

Luxembourg, le 6/3/2013

Le Greffier du Tribunal administratif